



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

COMMUNIQUE DE PRESSE

Allocution d'Emmanuel Macron : constat d'échec

Le Président de la République a annoncé une nouvelle étape dans les mesures sanitaires, pour freiner l'épidémie avec notamment l'avancée et le dézonage des congés scolaires associé à un passage en distanciel des enseignements.

Il y est acculé aujourd'hui parce qu'en dépit de ses satisfecit répétés, il s'est trompé : au cours des dernières semaines, il a pris seul les décisions, méprisant l'alerte des scientifiques comme le débat démocratique, et s'est enfoncé dans un jusqu'au-boutisme dont toute la population paie maintenant le prix lourd.

La FSU s'inquiète des conséquences dramatiques de cette gestion incohérente et de ce reconfinement qui exposent une partie de la population à une grande précarité et va engendrer aussi son lot de souffrances sur le plan psychologique. Il est essentiel de mettre en œuvre un plan d'urgence pour les plus démunis : hébergement d'urgence, distribution alimentaire, accès aux soins, augmentation des minima sociaux...

S'enfermant dans le déni des difficultés concrètes que pose la crise sanitaire dans les écoles, Le ministère de l'Education Nationale a réduit le débat à une question binaire : ouverture ou fermeture des lieux scolaires. Il porte une lourde responsabilité dans cette situation. Il aurait été possible de faire autrement comme n'a cessé de le réclamer la FSU. Depuis des mois, la FSU alerte sur les conditions dégradées dans lesquelles les personnels font leur métier, au prix d'un épuisement professionnel réel. C'est bien grâce à elles et eux que l'école « tient ». J.M. Blanquer n'a eu de cesse de mépriser l'engagement des personnels. Il a prétendu que les protocoles étaient suffisants là où tout indique que la politique de tests est défailante, rien n'a été fait pour améliorer le bâti et en particulier les possibilités d'aération, le nombre d'élèves par classes continue à être trop élevé alors qu'on pourrait fonctionner en petits groupes grâce à des recrutements supplémentaires et la réquisition de locaux : le Ministre n'a pas voulu agir pour répondre aux alertes des personnels de terrain. La reprise épidémique est d'autant plus forte que toutes les mesures qui auraient pu être prises pour éviter une telle intensité n'ont pas été mises en œuvre. Par ailleurs, au-delà des effets d'annonces, et des promesses jamais tenues depuis janvier, aucun calendrier de vaccination des personnels au contact des usager-es et des élèves n'est établi à ce jour.

Aucun enseignement n'a été tiré depuis un an, le ministre n'a fait preuve d'aucune anticipation et les personnels se retrouvent aujourd'hui, veille de la fermeture des

écoles, dans une situation d'impréparation identique à celle de l'an dernier, ce qui est un comble ! La FSU demande que les leçons du premier confinement soient tirées : clarification très rapide des objectifs et des modalités de la façon de maintenir le lien scolaire avec les élèves, temps laissé aux équipes pour s'organiser, moyens donnés aux équipes pluri professionnelles pour assurer un suivi des élèves et recherche de solutions pour les familles ne disposant ni de matériel informatique ni de la connexion nécessaires, relâchement de la pression par des décisions rapides sur l'aménagement des programmes et les examens, etc. Pour la FSU, ce qui se dessine dès mardi 6 avril, ce n'est pas l'école, collectif de travail et d'apprentissage auquel nous sommes attaché-es. C'est autre chose que l'école, et nous savons que les personnels feront tout leur possible pour s'y investir au mieux. Mais dès maintenant, pour compenser les difficultés présentes, il y a lieu de concrétiser les engagements de recrutement. Pour répondre aux inégalités qui se creusent, et anticiper une possible poursuite de la crise sanitaire, il est urgent de décider d'un réel plan d'urgence pour l'école, afin de la doter de moyens exceptionnels dès la rentrée de septembre.

Les Lilas, le 31 mars 2021